L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73, NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 21 MARS 1869. 42e année.—Vol. XLII.

DUFOUR & LIBERT,
Nouveaux propriétaires - éditeurs.

NOUVELLE-ORLEANS.
DIMANCHE MATIN, 21 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN LUNDI

Par le Shérif, à 10 heures et demie, sur les lieux—Le fonds d'un chantier de bois situé près de l'angle des rues Poydras et de la Levée (Fulton)

Par S. Schmidt, à 2 heures et demie du soir, à son magasin d'encan—Continuation de la vente de la magnifique Bibliothèque.

Par G. de Pérot, au No 30 de la rue Royale—Ouvrages de médecine, ouvrages français et anglais, et 2 000 volumes d'ouvrages de choix.

Par Lucas Bros & Bros, aux Nos 36 de la rue des Magasins et 34, de la rue Chartres—600 caisses chandelles, chapeaux, vêtements et articles de toilette.

Par Hoffman, Marks & Co, au No 34 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et flagrets.

☞ Achetez vos confiseries et chocolat chez M. Ernest Taylor, 93 Vieille-Levée

ESSAYEZ LES CIGARES DE
GEORGE AICHE,
105.....Rue des Remparts.....105

ATTENTION !!

☞ Le Shérif procédera demain à 10½ heures A. M., sur les lieux, le fonds d'un chantier de bois situé près l'angle des rues Poydras et de la Levée au Faubg. Franklin District.

SOMMAIRE
DE
L'ABEILLE DE DIMANCHE 21 MARS.

Première Page : Le Monopole des Abattoirs—Loi sur les Abattoirs—La Défense de M. Ollivier—Chronique Locale—Dépêches Télégraphiques—Récapitulation et Annonces.

Deuxième Page : Théâtre de l'Opéra—Nouvelles d'Europe — La question Haussmann — Le dernier Duel Parisien—Faits Divers—Bulletin Financier et Commercial — Liste des Lettres—Annonces.

Troisième Page : Feuilleton : Plic et Ploc, par Lucien Biart—Annonces.

Le Monopole des Abattoirs.

Nous publions, dans une autre colonne, la traduction de la loi qui accorde le monopole des Abattoirs à une compagnie. Cette loi a été signée par le gouverneur, le 8 mars, et promulguée, hier, dans le journal officiel. Le monopole qu'elle consacre va doit prendre son effet qu'à partir du 1er juin prochain ; mais il est établi pour vingt-cinq ans, et il menace non-seulement certaines industries d'un intérêt important, mais il en compromet gravement d'autres et il doit avoir pour conséquence un renchérissement considérable sur le prix de la viande de boucherie. A ce dernier point de vue, il affecte les intérêts de la population tout entière de la ville, sans distinction de race, de couleur, ni de parti.

D'ici au premier juin, les industriels que ne mentionne point la loi ne perdent de droit légitime à garantie par la Constitution des Etats Unis, auront l'occasion de faire décider par les cours compétentes la question de la validité de cette loi. Nous nous contenterons de l'examiner au point de vue des principes généraux et dans ses conséquences pour les consommateurs.

La loi est intitulée " Acte pour protéger la salubrité de la ville de la Nouvelle-Orléans, et..." C'est là un titre destiné à tromper le public sur le but véritable qu'on est en vue les législateurs, but qui est de créer un monstrueux privilège au profit de quelques spéculateurs et au détriment de la communauté.

Il est incontestable que le législateur a le droit d'adopter des mesures dans l'intérêt de la salubrité et de l'hygiène publique, et, à cet effet, de réglementer certaines industries dans l'intérêt même des consommateurs. Nous avons reconnu nous-même que la location actuelle des abattoirs, située au dessus de la ville et précisément en amont de l'endroit où est puisée l'eau destinée à la consommation de toute la population, offrait de graves inconvénients. Nous sommes donc loin de nier le droit de la Législature à décréter le transfert des abattoirs au bas ou bien au dessus des limites de la ville et au aval de ces limites, et nous serions tout disposés à approuver une législation ayant pour objet de prescrire quelques mesures sanitaires en ce qui concerne l'inspection et l'abattage des animaux de boucherie. Mais là doit se borner le rôle de la Législature. Une fois les limites tracées et les règles générales établies, chacun doit être libre d'exercer l'industrie de l'abattage des animaux et celles qui s'y rattachent à tout endroit jugé propice et dans les prix et conditions débattus de gré à gré.

Il n'existe aucune raison qui justifie le monopole exorbitant accordé par la loi à la compagnie, monopole qui enlève à 30 ou 40 industriels le droit d'exercer l'industrie qui les fait vivre, qui ruinent la trois ou quatre cents familles de la ville à des conditions et à un tarif extraordinaires, et qui expose toute la population à un surcroit de dépenses considérables pour un non-sens intolérable.

On pourrait, avec autant de raison, donner à une compagnie le monopole de la fabrication du pain, à une autre celui de la confection des vêtements, ou des chaussures, &c. &c. Une pareille prétention n'est pas sérieusement soutenue et elle a violé l'esprit des institutions constitutionnelles du pays, qui garantissent à chacun la libre exercice de son industrie et de sa profession.

Ceci posé en principe, examinons la loi dans ses conséquences pratiques.

En effet, d'abord, sur le tarif établi pour l'inspection des animaux On accorde par tête d'animal, poids ou gras, 10 cents que l'inspecteur partage avec l'Etat. Or, la moyenne des animaux abattus pour la consommation de la Nouvelle-Orléans, en bœufs, veaux, porcs, moutons, chevreaux, est de mille par jour, ce qui fait cent dollars par jour ou $36,500 par an.

La moitié en revient à l'inspecteur, et, comme l'inspecteur est nommé par le gouverneur, on voit que, d'un trait de plume, M. Warmoth pourra confier un emploi assez lucratif. Le chiffre de 10 cents est quatre fois trop élevé. Personne maintenant aux privilèges de la compagnie.

La section 4 de la loi est tellement abolie dans ses termes qu'en la lisant on se demande si elle n'arrête pas à toute personne le droit d'avoir en sa possession un animal quelconque, quadrupède ou volatile, mais, en faisant les autres sections, on voit qu'il n'est rien de tel que les animaux qui seront amenés pour être vendus en abattoirs. Le privilège de la compagnie est déjà bien suffisant, puisque l'on sera forcé de débarquer chez elle tous les animaux à destination de la ville et de lui en payer la garde.

La Compagnie perçoit, d'abord, un droit d'atterissage, de $10 00 pour chaque steamship et de $5 00 par chaque bateau à vapeur ou autre, non même qu'il n'y ait pas un seul animal à débarquer. Plus elle perçoit dix ou cinq cents par jour pour la garde des animaux, selon la classe, ce qui constitue une augmentation énorme sur les prix qu'ont à payer aujourd'hui les acheteurs. On lisse, en effet, moyennant $1 50 par jour une écurie pouvant tenir 100 têtes de bœufs ou 300 moutons, de sorte que pour les 100 bœufs on paiera $10 00 et pour les 300 moutons $15 00 au lieu de $1 50.

A cette première source de profits, la Compagnie joindra les bénéfices énormes qu'elle pourra réaliser sur les abattages. Aujourd'hui on paie pour l'abattage des animaux, le tueur se chargeant de saler la peau, de débiter la viande au quartier et de la livrer au boucher au marché, les prix suivants : bœuf $1 25, porcs et veaux 25 cents, moutons et chevreaux 25 cents

La loi m'oblige la compagnie à débiter la viande, si à la livrer au marché, au à saler les peaux. Très explicite sur les privilèges elle est muette sur les obligations. Il est donc probable que la compagnie se contentera d'abattre l'animal, d'enlever la tête, les pieds et les entrailles que la loi lui accorde et de laisser le boucher ramasser le surplus. Or, en ajoutant la valeur des portions de l'animal que la compagnie est autorisée à s'approprier aux taux que la loi lui accorde, $1 60 par bœuf, 50 cents par porc ou veau et 30 cents par mouton, on peut établir le tableau comparatif suivant des prix actuels avec ce qu'il en coûtera aux bouchers si a nouvelle loi est mise en vigueur.

	Prix actuels.	Prix de la Cie.
Bœufs.....	$1 00	$4 60
Veaux.....	50	2 00.
Moutons.....	20	1 20.

Ainsi, la Compagnie, outre le bénéfice que procure aujourd'hui l'abattage, réclamera $3 05 par tête de bœuf, $2 40 par veau et 70 cents par mouton. La Nouvelle-Orléans consommant par jour 150 bœufs, 200 veaux, 250 moutons et 200 porcs environ, ce bénéfice illicite s'élèvera à la modeste somme de $1,285 par jour, non compris les revenus gigantesques d'engraissement des bestiaux et de la garde des animaux, profits qui augmenteront par mêmes. Un boucher, en effet, abattant aujourd'hui 100 moutons à la fois pour en tirer toute par jour, or il aura à payer cinq cents par jour et par tête de mouton jusqu'à ce que tous soient vendu, ce qui augmentera de cinq piastres et demie le prix fixé dix dollars.

De tous les chiffres qui précèdent, il résulte que la viande de boucherie sera grevée de trois additionnels et insolite qui la feront nécessairement renchérir de quinze à dix cents par livre, ce qui représente une somme de dix à onze mille dollars par jour ou de deux millions à deux millions et demi par an.

Un journal établit, un jolie point que nous lui recommandons. Le législateur, non content de supprimer les tueries situées en dehors des taxes spéciales et extraordinaires sont taxes ordinaires, nous lègue un monopole monstrueux qui augmentera de plus de deux millions les dépenses de première nécessité de la population urbaine. Tels sont les bienfaits du système de reconstruction dont nous a doté la politique radicale du Congrès. Amis et ennemis, bien ou mal pensants ne sont appelés à les subir avec égalité !

M. L'ABBÉ CHOCARNE—On nous prie d'annoncer que M. L'abbé Chocarne fera un dernière conférence pour les hommes aujourd'hui, dimanche des Rameaux, à 7 heures du soir, à l'Eglise St Augustin. Il y aura quête pour le monastère fondé au Kentucky, par l'éloquent dominicain.

VELOCIPEDIA.—Tel est le titre de trois morceaux de musique publiés à Chicago et que nous recevons par l'intermédiaire de l'école de cc genre de locomotion, établie rue du Canal No 166. Le premier de ces morceaux est une polka par H. E. Kimball ; le second est une valse par Frank Howard et le troisième une chanson avec paroles par le même. Ces diverses compositions ont toutes leur mérite et nous remercions M. Loring, l'habile *velocipediste* de nous les avoir adressées.

La Justification de M. Emile Ollivier.

M. Emile Ollivier, l'un des anciens *cinq*, vient de publier sous le titre de : "Le 19 *janvier* 1867" un ouvrage qui a un grand retentissement en France. Le but de M. Ollivier a été principalement de se justifier aux yeux du pays de s'être rallié, pendant un instant, au gouvernement.

M. Emile Ollivier a fait de l'Empereur un court portrait qui ne termine par ces mots :

" Ses résolutions se forment lentement, et il ne lui déplait pas qu'elles lui soient imposées comme une nécessité des choses. Si on ne l'affermait pas, il s'adapterait à la liberté."

Il y a des morceaux excellents et des pages désolantes dans le livre de M. Ollivier, mais il le renferme pas une ligne qui ne soit très intéressante et très curieuse. Quant aux pièces qui complient le 19 Janvier, ce seront des documents historiques qu'il ne sera plus possible de négliger lorsqu'on écrira l'histoire de ce temps.

Nous citerons la toute suivante qui a une importance considérable :

Paris, le 12 janvier 1867.

Je vous remercie, monsieur, de la lettre que vous m'avez écrite et qui contient le résumé exact d'une grave de notre conversation. Notre entretien m'a laissé la plus douce impression, car c'est pour moi une grande satisfaction de causer avec un homme dont les sentiments élevés et patriotiques méritent au-dessus des petits intérêts de personnes ou de parti.

Quoique décidé à suivre la route dont j'ai tracé le but, il y a quelques mois, à Wâle-sur-Lys, je voudrais bien causer encore avec vous et Rouher des détails d'exécution. Croyez bien que ce qui me retient ce n'est ni l'incertitude, ni une vaine infatuation de mes propres idées, mais la crainte de mûrir les moyens de rétablir dans ce pays, troublé par tant de passions diverses, l'ordre moral, base essentielle de la liberté.

Ce qui m'inquiète au sujet d'une loi sur la presse c'est le point de trouver la force qui répriment, sans la manière de définir dans une loi, les délits qui méritent une répression. Les actif ce les plus dangereux peuvent échapper à toute condamnation, tandis que les plus insignifiants peuvent tomber sous le coup de la loi. La plupart des la difficulté. Néanmoins, pour frapper les esprits par des mesures décisives, je voudrais d'un coup établir ce qu'on a appelé le *gouvernement de l'opinion*, je voudrais le faire afin de ne plus y revenir, car il importe, et il importe surtout au pays, d'être définitivement fixé.

Il faut tracer résolument le but que je veux atteindre sans avoir l'air d'être entraîné d'année en année à des concessions successives, car on *tombe* toujours, comme l'a dit M. Guizot, du côté où l'on penche, et je ne veux pencher droit ni ferme, sans osciller tantôt à droite, tantôt à gauche. Vous voyez que je vous parle avec franchise, vous m'avez inspiré une entière confiance, et mes inspirations me semblent toujours d'autant meilleures, qu'elles seront conformes aux vôtres. Croyez à tous mes sentiments.

NAPOLEON.

CHRONIQUE LOCALE.

SAISIE.—L'inspecteur des Douanes Jenks a saisi 18 caisses de genièvre et 20 caisses de brandy en violation de la loi qui prohibe l'importation des liqueurs en colis contenant moins de 30 gallons. Ces liqueurs appartenaient à un passager du steamer Quaker City.

SECONDE COUR DE DISTRICT.—Dans l'affaire d'Alfain Eustis, demandeur en distribution de l'Honorable Pierre Soulé, MM. J. Davidgenaud et Numa Benoit, avocats pour M. Soulé, ont enregistré une déclaration générale des allégations de pétitionnaire.

UNIVERSITÉ DE LA LOUISIANE. — *Département médical.*—Il y avait, hier, dans la salle des Old Fellows, une nombreuse et brillante assemblée, principalement composée de dames, venues pour assister au commencement des exercices du département médical de l'Université de la Louisiane, qu'il ne faut pas confondre avec l'Ecole de Médecine, dont nous avons mentionné aussi les exercices dans notre No du 17.

La séance s'est ouverte à 11 heures du matin et a été remplie d'une manière conforme au programme, avec des intermèdes de musique.

Les degrés ont été conférés par l'hon. E. Hunt, président de l'Université ; les discours ont été prononcés par le professeur Jones, de la part de la faculté, et par le docteur Cullen, de la part des gradués de la médecine. Ces discours, avec des éloquentes remarques de M. Hunt, ont été fort applaudies et méritaient de l'être. Nous avons remarqué sur la plate-forme un nombre de personnes notables ainsi que plusieurs membres distingués de la profession. On trouvera dans notre partie anglaise la liste nominative des diplômés qui ont été gradués.

Quatrième Cour de District.—Jugs Theard—L'affaire de F. W. Tilton, accusé de complicité dans l'assassinat de F. W. Watson, a été remise à demain, à la demande de l'avocat de la défense, M. Ogden, représentant la Compagnie du chemin de fer.

Le recorder Becker ayant déchargé les parties arrêtées, les procédures pour mépris de cour sont terminées. M. Conrad, cependant, a enregistré une demande pour appel de la première décision qui permettrait à la Compagnie de chemin de fer de continuer les travaux.

Le juge Théard avisera à cette nouvelle demande.

L'HOMICIDE HENNESSEY.—Le grand jury est occupé de l'affaire d'Arthur Guérin, accusé d'avoir tué Dan Hennessy.

Il paraît que quelqu'un veut témoigner qu'avant ce mort Hennessy avait dit qu'il attendait le moment de faire avec ce A..... Français ce qu'il avait fait avec Fred. Gruber.

VOL AVEC EFFRACTION.—La boutique d'huiles, tenue par un nommé Modage, au coin des rues Camp et Gravier, a été enfoncée vendredi soir, et une somme de $300 en billets de ville a été volée.

L'AFFAIRE DE LA RUE POYDRAS—Les nègres arrêtés sur l'accusation de complicité dans l'attaque meurtrière faite contre la femme Brewvil, ont été remis hier devant le recorder Becker. Carpenter et Grant ont été retenus comme témoins et Edmond Johnson, comme principal dans l'affaire, sous cautionnement de $2000 et Valcarcel, sous cautionnement de $500 en billets de ville a été voté.

L'AFFAIRE DE LA RUE POYDRAS—Les nègres arrêtés sur l'accusation de complicité dans l'attaque meurtrière faite contre la femme Brewvil, ont été remis hier devant le recorder Becker. Carpenter et Grant ont été retenus comme témoins et Edmond Johnson, comme principal dans l'affaire, sous cautionnement de $2000 et Valcarcel, sous cautionnement de $500 en billets de ville a été voté.

Un dit que plusieurs ponts du chemin de fer de Chateaugoza et de la Nlle Orléans vont être construits, car il n'en reste que deux dans le voisinage de la Baie St Louis, ce qui fait périr d'une quelques-uns de ces crédules confrères. Il y a bien longtemps que la Compagnie du Chateaugoza aurait dû faire partir de ces travaux, mais nous n'en voyons trace aucune part, bien qu'elle soit toujours à solliciter quelque faveur ou quelque prêt. Nous espérons qu'elle voir que cette Compagnie procède juste comme cette de la Nlle, il y a cette ana. La Compagnie de Mobile paraît beaucoup, se faisait rien et empoche les $200,000 de bons, dont notre ville paye encore les intérêts aujourd'hui.

Une autre affaire de vin a été plaidée hier par M. Edgar Dumont, qui a intenté un travail pour savoir si les témoignages dans ces cas peuvent être refusés à un commissaire de marchandises, à moins que le propriétaire de ces marchandises ne soit présent.

Les cours des Etats Unis ne siégeront pas la semaine prochaine qui est la semaine sainte. Il est probable que les cours d'Etat ne siége pas non plus pendant la même période.

Le bal de l'Association des Jeunes Gens, le bal de la Société de Bienfaisance de Pélican et celui du Théâtre St Charles ont tous attiré beaucoup de monde vendredi soir, malgré la pluie. Rien n'arrête les dames quand il est question de danse.

TRAITEMENT CRUEL—Il y a 18 mois, M. Pressly, d'un âge approchant la soixantaine, partit pour le Texas, laissant dans la maison de Mme Walpole, rue Carondelet, près de la rue Erato, une petite enfant, un petit garçon âgé de 3 ans et une petite fille ayant peut-être 7 ou 8 ans. Les ressources très limitées du père ne lui permirent pas d'emmener les enfants avec lui. Il pensa qu'immédiatement après son départ un système de cruauté fut suivi à l'égard de ces enfants dont on entendait souvent les cris dans la journée et même pendant la nuit. Une dame du voisinage ayant offert de prendre ces enfants chez elle, n'obtint qu'un refus. On lui répondit qu'elle les aurait si elle voulait, mais qu'on devait pour leur pension jusqu'au dernier cent. Cette dame ne put voir la petite fille ayant consenti le petit garçon dans le rue, elle la fit venir chez elle, l'examina et vit que ses yeux portait la trace de coups terribles. Cette dame et plusieurs autres personnes ont donné à la police ces traits odieux de barbarie.

Vol.—Les officiers de police Dumas et Bouillon ont arrêté hier, James McCoy, qu'ils accusent d'avoir, il y a quelques jours, volé pour $700 de valeurs en or, argent et billets, et en outre, une montre et une chaîne d'or estimées ensemble $380, dans la chambre de M. Jos. Malbouhin, chambre faisant partie de la maison portant le No 34 de la rue Lemoyne, au coin des rues St-Charles et Poydras. McCoy a été mis sous clef à la Cité, et comparaîtra du vol. Ce dernier a été arrêté passé.

TEMPERATURE—20 mars 1869.
Thermomètre de C. Dumaine, Ouverture No 111 rue du Canal.

6 heures A. M.....		60 degrés
12	"	"	86
3	" P. M.....		71
6	"	"	70

ACTE

Pour protéger la salubrité de la ville de la Nlle-Orléans, pour établir des chantiers d'abattoir en avant placés la défavorable des bestiaux et les abattoirs et pour exproprier la Compagnie du débarcadère des bestiaux vivants et des abattoirs du Crescent City."

Section 1.—Qu'il soit décrété par le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée générale, qu'à partir du 1er de juin A. D. (1869) dix-huit cent soixante-neuf, il ne sera pas légal, (ou permis) de débarquer, garder ou tuer aucun bétail, bœufs, veaux, moutons, porcs ou autres animaux, ou d'avoir, tenir ou établir aucune débarcadère, cours, parcs, abattoirs ou aucun point ou endroit dans la ville de la Nouvelle-Orléans ou dans les paroisses d'Orléans, Jefferson et St-Bernard, ou sur aucun point ou endroit de la rive orientale du fleuve Mississipi dans les limites ci-après incorporées de la ville de la Nlle-Orléans, ou sur aucun point de la rive occidentale du fleuve Mississippi, au-dessus du dépôt actuel de la Compagnie du Grand chemin de fer de l'Ouest de la Nlle-Orléans et des Opelousas, sauf qu'il sera permis à la Compagnie de débarcadères et des abattoirs du Crescent City de établir sur tout point ou endroit compris il est dit ci-après. Toute personne, ou toute personne, corporation ou compagnie faisant des affaires ou un acte en contravention à cet acte, ou débarquant ou gardant, ou tuant un animal ou des animaux quelconque en violation de cet acte sera passible d'une amende de $250 pour tête de chaque violation, cette amende étant recouvrable, avec les dépens, devant toute cour de juridiction compétente.

Sec. 2.—Qu'il soit décrété en outre, etc.... que William D. Sanger, Joseph H. Peabody, J. R. Irwin, John Warren, Franklin J Pres, E E. Packwood, N. W. Travis, Henry V. Berringer, L. P. Sanger, W. S. Madgett, Oliver D. Russell, J. Vicens, S. P. Griffin, L. H. Crippen, Wm McKenna, A. J. Oliver, F. G. Clarke et leurs successeurs et ayants pour les présentes, corporation politique et incorporé qui sera connu et désigné comme la Compagnie du débarcadères des bestiaux vivants et de l'abattoir du Crescent City (Crescent City Live Stock Landing and Slaughter-House Company) et par ce nom et ce titre poursuivra et sera poursuivie, achetera, tiendra, vendra, louera et disposera, louera et affermera, accordera et transférera, et pourra faire toutes choses nécessaires dans le but ci-après mentionné, et aura tous autres actes et exercera et aura tous autres droits et privilèges inhérents aux corporations ; adoptera et emploiera un sceau commun, fera, publiera et altèrera à son plaisir les règles et règlements pour le gouvernement de la compagnie ou de la corporation et la transaction de ses affaires ; déterminera et nommera ses officiers et fixera leur traitement et terme d'office, et fixera le montant du capital social de la dite compagnie ou corporation et le nombre de ses actions.

Le domicile de la compagnie ou corporation sera dans la ville de la Nlle-Orléans, et le président dans l'officier légal auquel seront adressées les citations, notices et autres procédures légales dans lesquelles cette compagnie ou corporation pourra être intéressée.

Sec. 3.—Il est ainsi décrété, etc.... Que la dite compagnie ou corporation est, par le présent, autorisée à établir et construire, dans propres frais, à un point ou endroit quelconque de la rive Est du fleuve Mississipi, dans les limites de la Paroisse St Bernard, ou dans les limites incorporées de la ville de la Nlle-Orléans, ou dans des Chemins de la Nlle Orléans, ou au point ou endroit quelconque de la rive Ouest de Reine Mississippi, au dessus du dépôt actuel de la Compagnie du Grand Chemin de Fer de la Nlle-Orléans, des Opelousas et Terre Noire, l'espace, hangars, chantiers et bâtisses nécessaires au débarquement, à la protection et à la conservation de toutes espèces de chevaux, mulets, bêtes à cornes et autres animaux, à partir de l'époque où lesdites bâtisses, chantiers, etc., seront prêts, selon et où il sera ainsi déclaré dans le journal officiel de l'Etat et le dit "Crescent City Live Stock Landing Slaughterhouse Company" aura le privilège exclusif de faire le commerce du débarquement et de la vente d'animaux dans les limites, et de jouir des privilèges accordés par le présent acte. Les bêtes à cornes et autres animaux amenés dans la Paroisse et la cité dans la ville de la Nlle-Orléans ou dans ses environs devront être débarqués aux débarcadères et chantiers de ladite Compagnie ; ils devront être mis à l'abri et protégés, et cela est nécessaire, par ladite compagnie ou corporation. Ladite compagnie ou corporation aura droit, pour chaque animal débarqué aux quais de ladite compagnie ou corporation, à dix ($10) piastres ; pour chaque bœuf, vache ou cheval, ma'et, taureau, bœuf ou veau âgés de six quais, à dix (10 c.) cents par jour ; pour chaque mouton, veau, mouton, chèvre ou bouc, à cinq (5 c.) cents par jour—le tout non compris la nourriture. Ladite compagnie ou corporation aura le droit de garder lesdits animaux jusqu'à ce que les frais soient payés. Mais si les frais de débarcadère, de garde et de nourriture de ces susdits animaux ne sont pas payés par les propriétaires dans les cinq jours qui suivront celui où ils auront été débarqués et mis sous la garde de ladite compagnie ou corporation, ladite compagnie ou corporation, afin de se rembourser du montant des frais encourus, aura le droit, par voies de procédures judiciaires, de vendre, pendant cinq jours, la vente à l'encan des susdits animaux, dans les deux journaux publiés dans la ville de la Nlle Orléans, et, à l'expiration de ces cinq jours, ladite compagnie ou corporation pourra vendre lesdits animaux à l'encan, ainsi qu'il aura été annoncé. Le produit de ladite vente sera pris par ladite compagnie ou corporation et employé à couvrir les frais encourus pour la nourriture et la garde desdits animaux ; le reste du montant sera porté au crédit des propriétaires des dits animaux et payé à leur ordre ou sur reçu des propriétaires desdits animaux. Toute personne ou personnes, maison de commerce ou corporation qui prendra ces dits animaux contre de ses actes ou les privilèges qui lui sont accordés, qui débarquera ou gardera des animaux quelconque en violation de cet acte ou empêchera ou cherchera à empêcher, par la force ou autrement, ou par toute autre manière, les officiers de police ou autres personnes dûment autorisées à faire exécuter cet acte, ou qui refusera de payer les droits ci-dessus, sera passible d'une amende de deux cent cinquante ($250) piastres qui pourra être recouvrée, avec les frais de poursuite, devant une cour quelconque ayant juridiction.

La Compagnie devra, avant le 1er juin 1869, (mil huit cent soixante-neuf), construire et achever un grand abattoir, pour le service des bouchers et pourtier ceux dents animaux par jour. Cet nombre suffisant de hangars et d'écuries devront être construits à la susdite date pour recevoir tous les animaux arrivant dans le port. Le tout devra être achevé avant le 1er juin de la susdite année. Le susdit Landing, (débarcadère d'animaux) ainsi qu'il est dit dans la première section de cet acte—sous peine de forfeiture en faveur.

Sec. 4.—Il est de plus décrété, etc.—Que la dite compagnie ou corporation soit, par le présent, autorisée à construire, à ses propres frais, un ou plusieurs débarcadères et abattoirs (ainsi qu'il est dit ci-dessus) à un point ou endroit quelconque, conformément à cet acte ; à avoir, à partir du jour où ils auront été ainsi achevés et après le 1er juin A. D. (1869) mil huit cent soixante-neuf, le privilège exclusif de la débarquement à tous les animaux destinés à être vendus ou tués dans les paroisses d'Orléans et de Jefferson. Etat est également autorisée à construire, à ses propres frais, un ou plusieurs débarcadères et abattoirs sur tout point ou endroit convenable, ainsi qu'il est dit ci-dessus, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, ou dans les paroisses d'Orléans, Jefferson et St-Bernard, ou sur aucun point ou endroit de la rive Est du fleuve Mississipi, dans les limites de la Paroisse St Bernard, ou dans les limites incorporées de la ville de la Nlle-Orléans, ou sur aucun point de la rive occidentale du fleuve Mississippi, au-dessus du dépôt actuel de la Compagnie du Grand chemin de fer de l'Ouest de la Nlle-Orléans et des Opelousas, sauf qu'il sera permis à la Compagnie de débarcadères et des abattoirs du Crescent City de établir sur tout point ou endroit compris il est dit ci-après. Toute personne, ou toute personne, corporation ou compagnie faisant des affaires ou un acte en contravention à cet acte, ou débarquant ou gardant, ou tuant un animal ou des animaux quelconque en violation de cet acte sera passible d'une amende de $250 pour tête de chaque violation, cette amende étant recouvrable, avec les dépens, devant toute cour de juridiction compétente.

Sec. 5.—Il est de plus décrété, etc. Que toutes personnes ou corporations ayant des bestiaux ou autres animaux dans les limites ci-après mentionnées, seront tenues de les faire débarquer aux débarcadères et abattoirs de la dite compagnie ou corporation, ladite compagnie ou corporation ayant droit de recevoir pour chaque animal ainsi débarqué, sauf moitié (5 cents) sera retenue par l'inspecteur pour ses services, et l'autre moitié sera payée à l'auditeur des comptes publics, au crédit du fonds d'abattoirs.

Sec. 6. Il est de plus décrété, &c. Que ladite compagnie ou corporation ne pourra construire ou établir de débarcadères ou abattoirs dans les limites de la ville, et dans l'intervalle de deux lieues au-dessus et au-dessous de la ville, sans avoir obtenu préalablement le consentement écrit de la majorité des propriétaires de terrains et de maisons situés dans un rayon de deux lieues de chaque côté de la ligne centrale de la ville, et dans le cas où ce consentement ne serait pas donné, il sera loisible à la dite compagnie ou corporation de faire exproprier, par les cours compétentes, les propriétés nécessaires à l'établissement de ses débarcadères et abattoirs, et ce, conformément aux dispositions de la loi qui règle les expropriations pour cause d'utilité publique.

Sec. 7.—Il est de plus décrété, &c. Que ladite compagnie ou corporation ne pourra exercer aucun droit de péage ou autre droit sur les animaux destinés à être vendus ou tués dans les paroisses d'Orléans et de Jefferson.

Sec. 8.—Il est de plus décrété, &c. Que cet acte prendra effet à partir de son passage.

Sec. 9. Il est de plus décrété, &c. Que ladite compagnie ou corporation ne pourra exercer aucun droit de débarcadère ni des abattoirs de Crescent City sans le droit de construire un chemin de fer de son débarcadère jusqu'à la ligne centrale du chemin de fer de la Nlle-Orléans et Carrollton (Carrollton Railroad) et de faire passer ses bestiaux sur les voitures traînées par des chevaux ou une autre force motrice, suivant qu'elle le jugera convenable, ledit chemin de fer devant être construit sur l'une des routes publiques longeant la levée de chaque côté du fleuve Mississippi. Ladite compagnie ou corporation aura aussi le droit d'établir des bacs à vapeur, seulement qu'elle le jugera convenable, pour aller sur le Mississippi de ses bâtisses à tous points ou endroits de l'un ou de l'autre côté du fleuve.

Sec. 10.—Il est de plus décrété, &c. Qu'à l'expiration de 25 ans, à partir du passage de cet acte, les privilèges accordés par le présent expireront.

Sec. 11.—Il est de plus décrété, &c. Que toutes les lois ou parties de lois contraires aux dispositions de cet acte sont par le présent rappelées.

Sec. 12.—Il est de plus décrété, &c. Que cet acte prendra effet à partir du 1er juin 1869.

Signé, CHAS. W. LOWELL,
Président de la Chambre des Représentants.
Signé, OSCAR J. DUNN,
Lieutenant-gouverneur et président du Sénat.
Signé, H. C. WARMOTH,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
GEO. L. BOYER, *Secrétaire d'Etat.*

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Nouvelles Européennes.

Madrid, 20.—Les troubles à Jerez de la Frontera ont été compromis.

Londres, 20.—La suppression de l'Eglise Irlandaise a été discutée, hier soir, très longuement. Le principal orateur en faveur de la mesure a été John Bright.

Nouvelles de la Havane.

Havane, 19.—Le sucre monte. Plus d'acheteurs que de vendeurs.

Havane, 20 — Le bagne des prisonniers de Fernando Po a été transporté à bord du steamer) L'expédition part prochainement d'ici.

Nouvelles de Washington.

Washington, 20—SÉNAT—McDonald a présenté un bill pour aider à la construction d'un chemin de fer du Mississippi et du Missouri à la frontière mexicaine.

Un comité de 7 a été nommé pour s'occuper des demandes de réhabilitation. Les membres sont : Robertson, Cresswell, Osborne, Hamlin, Howe, Ferry, Bowman et Vickers.

Le bill de la tenure des places a été discuté jusqu'à l'ajournement définitif.

CHAMBRE.—Pas de séance aujourd'hui.

La nomination de Robertson comme président du comité sur les réhabilitations indique un rigoureux examen des affaires et favorise les demandes.

Robertson a remarqué dernièrement, à propos des journaux de la Caroline qui avaient dit qu'il tendait à la démocratie, qu'au contraire il et ses collègues étaient aussi radicaux que jamais.

Pas de nominations aujourd'hui.

Le comité de commerce a fait un rapport favorable à la demande de la Cie du port de Nouvelle Orléans, et n'a fait aucune recommandation sur la nomination de Longstreet. Rien n'a été décidé en ce dernier point aujourd'hui.

Washington, 20—J. L. Tillinghast, secrétaire du comité congressionnel républicain, a été nommé secrétaire du département du Trésor.

Il circule, aujourd'hui, un bruit assez probable au rappel de la loi sur la tenure des places, bien que la discussion doive se prolonger la semaine prochaine.

Washington, 20—L'Hon. W. L. Armstrong a retiré la candidature pour la place de lieutenant-gouverneur du Texas. Le Dr. Bowlds Baker a consenti à courir et autorise la presse du Texas à l'annoncer.

L'Hon. B. H. Epperson refuse aussi et écrit des lettres en faveur de Hamilton et Bowlds Baker.

Nouvelles Diverses.

New York, 20—Les compagnies de chemins de fer de l'Erie et Hoosatonic ont renoncé aux offres de cette et ont rendu toutes facilités aux compagnies de l'Erie.

Wm. M. Tweed a été nommé receveur de chemin de fer de Pacifique pendant le procès de James Fisks contre la compagnie.

New York, 20—Le steamer Don, de New York pour la Havane a relaché avec ses bêtes en détresse.

Savannah, 20—Temps chaud. Un grand commerce de vent, accompagné d'une forte pluie, s'est fait sentir hier soir.

Charleston, 20 — A la Législature une chambre discussion entre les parties intéressées pour les chemins de fer de Port Royal et Augusta et un certain nombre des membres de la Législature opposés à l'assistance de l'Etat de l'Augusta et Savannah, actuellement pour plusieurs millions en bons d'Etat pour les susdites lignes, ont déclaré, à ce pour réunir la défaite de tous les plans de chemins de fer.

La Législature s'ajournera le 24, sine die.

Tallahassee, Floride, 20 — Les chemins de fer de Pensacola et de Georgie et le chemin de Tallahassee ont été vendus aujourd'hui aux enchères publiques. Le premier a été adjugé à $1,220,000 et le dernier à $195,000, à F. Dibble qui paiera $600,000 en prenant possession, et la balance quand elle sera réclamée par les administrateurs du fonds des améliorations intérieures.

Memphis, 20—G. W. Stoddard, journaliste très connu à la Nlle-Orléans et à Mobile, est mort ici de la consomption ce matin.

Marchés Européens.

Frankfort, 20—Bons 87 3/4.

Havre, 20—Coton sans changement.

Paris, 20—Rentes 70,25.

Marchés Américains.

New-York, 20, au soir—Argent forme à 7 0/0. Sterling inactif à 108 3/8. Or inactif mais à 137 1/2. Les banques ont été regardé comme favorable.

New York, 20 au soir—Coton ferme. Vendu 3,000 balles. Middling 28 1/4 à 28 1/2. Farine sans changement. Mais languissant. Whisky inactif à 94 1/2.

New York, 20—L'état des banques montre une augmentation de $2,000,000 dans les prêts, une diminution de $2,045,000 dans les espèces, une augmentation de $57,000 dans la circulation, une augmentation de $1,119,000 dans les dépôts et une augmentation de $1,126,000 dans les Legal Tenders.

Fonds publics inactifs et en baisse. Les meilleurs banquiers américains disent que l'affaire et les maisons étrangères hors du marché par la difficulté de vendre de change.

Coton dans les limites de 25 3/4 à 26. Bons d'Etat, inactifs. Actions généralement en baisse et incertaines à la clôture. Balance à la Sous-Trésorerie $24,000,000. Importation soutient la semaine, marchandises sèches, $2,819,000. Marchandises générales, $3,647,000.

Mobile, 20—Coton ferme et en bonne demande. Middling 26 1/2 à 26 3/4. Vente 1,400 balles. Reçu 98. Exporté 773.

Memphis, 20—Coton plat et nominal. Reçu 1,079 balles. Exporté 1,000.

Cincinnati, 20—Farine de famille 6 25. Maïs 65. Porc 29. Saccos 14. Jambons 18. Graisse 12. Sucre 14 à 15 1/2. Mélasse 80 à 85.

Louisville, 20—Sucre 14 1/4 à 16 1/4. Mélasse 85 à 90. Vendu 97 balles de tabac de 4 à 15. Grains 19. Farine superfine 5 56. Whisky 91.

St-Louis, 20—Farine $4 00. Maïs 67. Whiskey 90. Sucre 13 à 15 1/2. Mélasse sans changement. Porc 32 25. Sacc